

L'insistance de Donald Trump sur le Groenland révèle la fragilité de l'Alliance transatlantique. Les pays européens qui avaient tout misé sur les États-Unis pour leur sécurité, comme le Danemark, se trouvent aujourd'hui pris au dépourvu : comment défendre ses valeurs sans froisser l'allié américain ?

Groenland, pourquoi l'Europe n'ose pas défier les États-Unis

À Copenhague, l'insistance de Donald Trump à mettre la main sur le Groenland crée un profond malaise. Peter Suppli Benson, journaliste spécialiste du Groenland au quotidien danois *Berlingske*, décrit même un «sentiment de panique» qui se serait emparé des élites politiques du pays, en même temps qu'une détermination à résister. Il s'agit d'une crise «historique», confirme Aaja Chemnitz, représentante groenlandaise au Parlement danois. En 2019, Donald Trump avait déjà exprimé son souhait d'acheter le Groenland, une idée alors qualifiée d'«absurde» par la cheffe du gouvernement danois. Mais depuis le raid américain sur Caracas et les nouvelles pressions de Washington, le risque d'un coup de force est davantage pris au sérieux. En décembre, le renseignement militaire danois a estimé pour la première fois que les États-Unis constituaient une menace pour la sécurité du pays. «Nous faisons tout ce que nous pouvons pour dialoguer avec les États-Unis», a expliqué le 5 janvier la première ministre danoise, Mette Frederiksen. Dans les prochains jours, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, doit rencontrer le ministre danois de la défense, Troels Lund Poulsen. Pour l'instant, le gouvernement danois s'est plutôt borné à invoquer les grands principes afin de dissuader les États-Unis. Mais la première

ministre a prévenu qu'une action américaine marquerait la fin de l'Otan. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Danemark a tout misé sur l'Alliance transatlantique pour sa sécurité. Il pensait cette relation solide. Pour le petit royaume, la remise en question est profonde. Et, au sein de l'Union européenne, plusieurs pays sont dans le même cas. Ils se trouvent aujourd'hui en grandes difficultés : comment rester fidèle à ses valeurs sans se fâcher avec l'allié américain ?

La Suède a ainsi exprimé son soutien au Danemark tout en restant mesurée dans sa critique de Washington. «D'après ce que j'ai compris, le Groenland n'est pas à vendre», a simplement déclaré la ministre suédoise des affaires étrangères, Maria Malmer Stener-

gard, le 7 janvier. Le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, est allé plus loin dimanche, en condamnant la «rhétorique menaçante» de Washington. Cette prudence est jugée logique par Jan Hallenberg, de

Le Danemark a tout misé sur l'Otan pour sa sécurité.

l'Institut suédois des affaires internationales : «La Suède vient de rejoindre l'Otan pour bénéficier de la protection américaine contre la Russie, principale question de sécurité ici.»

Même chose en Allemagne : le chancelier Friedrich Merz a fait



preuve de retenue après l'enlèvement de Maduro, évoquant une situation «complexe». Cela a suscité de nombreuses critiques. Mais «qu'aurait-il dû faire?» demande le *Süddeutsche Zeitung*. «Les Européens sont victimes de leurs propres chimères en matière de politique de sécurité», observe le journal dans un éditorial. «Une critique sévère de la politique de la canonnière au Venezuela compromettait le soutien indispensable des États-Unis à une solution de paix viable en Ukraine. Or, l'avenir de l'Europe dépend de cette question.» Au-delà des menaces sur le Groenland, le gouvernement allemand craint particulièrement les ingérences des États-Unis et un soutien appuyé à l'extrême droite, en cette année 2026 marquée par d'importantes élections régionales. Le chancelier Merz a entrepris de renforcer le budget de la défense et de diversifier les commandes militaires. Le 5 janvier, il a même brisé un tabou en se disant favorable à l'envoi de soldats allemands dans le cadre d'une mission de maintien de la paix en Ukraine, même s'ils ne seraient pas déployés directement dans le pays. «Beaucoup d'Allemands continuent à croire à une amélioration des relations transatlantiques à l'avenir. Mais ce sont soit des idéalistes nostalgiques, soit des rêveurs qui refusent de tirer les conséquences des développements actuels», commente pour *La Croix* Christoph Heusgen. L'ex-président de la Conférence sur la sécurité de Munich sait de quoi il parle, lui qui, l'an dernier, a écouté en direct, dans la capitale bavaroise, le discours très antieuropéen du vice-président des États-Unis J.D. Vance. Pour lui, l'enlèvement du président vénézuélien et les menaces ...

repères



Les Groenlandais réaffirment leur identité

Colonie danoise jusqu'en 1953, le Groenland (57 000 habitants) a gagné son autonomie 26 ans plus tard et envisage à terme de s'affranchir totalement du Danemark.

Pour autant, la population n'est pas prête à se placer sous tutelle américaine. En janvier 2025, 85 % des Groenlandais s'étaient dits opposés

à leur rattachement aux États-Unis. Seuls 6 % y étaient favorables.

Les dirigeants des cinq partis groenlandais représentés au Parlement local ont exprimé vendredi 9 janvier leur position, relayée samedi 10 janvier dans les rues de Nuuk, la capitale. «Nous ne voulons pas être Américains, nous ne voulons pas être Danois, nous voulons être Groenlandais», ont-ils écrit dans une déclaration commune.

Le président américain Donald Trump et Mette Frederiksen, la première ministre danoise, lors d'une session plénière de l'Otan, le 25 juin 2025.
Christian Hartmann/AFP



●●● américaines sur le Groenland marquent la fin d'une époque. «Le premier mandat de Trump avait remis en cause la base transatlantique de la politique allemande. Trump II l'a détruite», juge-t-il. Selon un récent sondage, jamais le soutien aux États-Unis n'a été aussi faible en Allemagne. Seuls 15% des Allemands considèrent désormais ce pays comme un partenaire de confiance.

Pour la plupart des Allemands, ce revirement est historique. Car l'Allemagne de l'Ouest s'était reconstruite, après la Seconde Guerre mondiale, grâce au soutien américain. Au point que le journaliste Holger Stark parle d'une Allemagne «quasiment sous protectorat des États-Unis», qui «a gagné une indépendance partielle avec la réunification», «sans jamais vraiment s'être émancipée depuis».

Plus à l'est, la Pologne a également beaucoup misé sur sa relation avec les États-Unis une fois sortie du communisme. Le pays est un gros client de l'industrie de défense américaine. «Washington a toujours soutenu la Pologne dans le renforcement de ses capacités de

Seuls 15 % des Allemands considèrent les États-Unis comme un partenaire de confiance.

défense, notamment lors des premiers mois suivant l'agression russe contre l'Ukraine», rappelle Artur Gruszczak, directeur du département de sécurité nationale à l'université Jagellonne de Cracovie. Les États-Unis ont basé 10 000 soldats en Pologne. Les autorités polonaises craignent plus que tout leur départ, sur un mouvement d'humeur du président américain. Il laisserait la Pologne très exposée. Malgré ce risque, le chef du gouvernement, Donald Tusk, s'est associé au communiqué des Européens, le 5 janvier, pour soutenir le Danemark. «Aucun membre de l'Otan ne devrait en menacer un autre», a déclaré le premier ministre. Mais cette prise de position n'a pas ravi tous

les Polonais. Sur la chaîne conservatrice wPolsce24, Mariusz Blaszcak, député du parti d'opposition Droit et justice (PiS) et ancien ministre de la défense, a accusé le chef du gouvernement d'adopter une posture «antiaméricaine» susceptible de «menacer la sécurité du pays». Le chef du gouvernement, un libéral pro-européen, a des relations tendues avec le président, Karol Nawrocki, conservateur assumé et proche du mouvement Maga. Ce dernier priviliege le renforcement des relations avec Washington. Mais quelle que soit son appartenance politique, aucun dirigeant polonais ne prendra le risque de mettre à mal la relation du pays avec les États-Unis: «La Pologne fera tout pour garantir la pérennité de l'Otan», analyse Spasimir Domaradzki, politologue à l'université de Varsovie. C'est pour cela que les déclarations officielles des responsables polonais à propos des États-Unis demeurent toujours extrêmement prudentes.»

Kilian Bigogne, correspondant à Varsovie (Pologne), Fanny Härgestam, à Stockholm (Suède) et Delphine Nerbollier, à Berlin (Allemagne).

Face à Donald Trump, des leviers que l'UE ne saisit pas

— L'Europe fait face à un moment de vérité alors que Donald Trump menace de s'emparer du Groenland «par la manière forte».

— Les Vingt-Sept étudient différents moyens de contrer les États-Unis, mais doivent encore trouver la volonté politique de le faire.

Les Européens tentent depuis des années de se protéger de la Russie. Ils doivent maintenant se prémunir de la menace américaine. Ce vendredi 9 janvier, Donald Trump a répété qu'il veut s'emparer du Groenland «soit par la manière douce, soit par la manière forte». Le Groenland appartient au royaume du Danemark. Il a le statut de pays et territoire d'outre-mer (PTOM) associé à l'Union européenne, comme la Nouvelle-Calédonie ou l'île néerlandaise de Curaçao. Pour tenter de faire barrage aux pressions des États-Unis, les Européens se sont pour l'heure bornés à des protestations indignées. Le 6 janvier, les dirigeants des grands pays européens (Allemagne, France, Espagne, Italie, Pologne et Royaume-Uni) ont cosigné un communiqué avec la première ministre du Danemark. Ils appellent au respect de la souveraineté du Groenland, mais en évitant soigneusement de condamner les États-Unis.

Comment aller au-delà et dissuader Washington de s'emparer de l'île? «Il faudrait faire monter le coût politique d'une annexion en envoyant rapidement des troupes de plusieurs pays européens. L'éventualité de frictions entre alliés aurait un effet dissuasif», suggère Yves Bertoncini, enseignant en affaires européennes et ex-directeur de l'Institut Jacques-Delors. Il estime aussi que les États européens pourraient cesser d'acheter des bons du Trésor américain ou que la Commission pourrait appliquer les règles sur le numérique avec plus de vigueur qu'aujourd'hui.

Dans le journal *Le Monde*, un groupe d'universitaires fait une autre proposition: interdire l'entrée sur le territoire européen de Jeff Landry, l'envoyé spécial de Donald Trump pour le Groenland et gouverneur de Louisiane. L'Union européenne dispose de nombreux moyens pour agir. Mais a-t-elle la volonté de les utiliser? Pour l'instant, la réponse est non. Les Européens ont trop peur de relancer la guerre commerciale avec les États-Unis et de perdre leur soutien militaire. Pour bon

nombre de pays européens, s'lever contre les États-Unis est tout simplement impensable.

S'il multiplie les protestations, le Danemark veut toujours croire qu'il s'agit d'un malentendu. Donald Trump craint que le Groenland ne soit pas assez protégé des Chinois et des Russes? Copenhague fait valoir que, en 2025, le Danemark a dépensé 1,2 milliard d'euros de plus pour la sécurité de l'île. Le pays va se doter de cinq nouveaux navires arctiques, d'un radar d'alerte aérienne, de drones et d'avions de patrouille maritime. De plus, les États-Unis ont une base militaire au Groenland depuis 1951. «Les Danois n'auraient aucun problème à ce que les États-Unis aient une présence plus importante qu'actuellement», a assuré le Néerlandais Mark Rutte, secrétaire général de l'Otan. Pour lui, les États-Unis n'auraient «aucune raison» de s'emparer du Groenland. Difficile d'admettre que le lien transatlantique, cultivé depuis quatre-vingts ans, vaut moins pour la nouvelle administration américaine que cette grande île gelée aux portes de l'Arctique...

Les Européens ont trop peur de relancer la guerre commerciale.

En Europe, la France est l'un des rares pays à oser nommer les choses par leur nom. «Nous refusons le nouveau colonialisme et le nouvel impérialisme» des États-Unis, une puissance qui «se détourne progressivement de certains de ses alliés et s'affranchit des règles internationales qu'elle promouvait encore récemment», a dit Emmanuel Macron le 8 janvier dans son discours annuel devant les ambassadeurs. Quelques jours plus tôt, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, avait assuré que «le Quai d'Orsay a engagé un travail pour se préparer à riposter, et ne pas le faire seul». Il a expliqué que la France préparait des mesures pour répondre aux menaces des États-Unis. Elles seront soumises dans les prochains jours «aux principaux partenaires de la France». Mais tandis que Donald Trump a promis de s'occuper du Groenland dans les deux mois, ces mesures risquent bien d'arriver trop tard.

Alain Guillemoles

Lire aussi p. 19